Table des matières

Présenter un facteur de structuration de l'espace social 3

Les facteurs socio-économiques 3

Les facteurs socio-démographiques 4

Les facteurs biologiques 4

D'autres facteurs sociaux 6

Présenter deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle – Ist Round 7

Présenter deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle – $2nd$ Round 9

Comparer les théories des classes de Karl Marx et Max Weber 11

Montrer la persistance de classes sociales 12

Inégalités dans le monde du travail 12

Augmentation récente des distances inter-classes 13

Identification subjective à une classe d'une nouvelle « bourgeoisie » 14

Montrer que l'existence de classes sociales peut être remise en cause 15

La moyennisation de la société 15

L'individualisation du travail 16

L'augmentation des distances intra-classes 17

Les inégalités dans les rapports sociaux de genre 18

Annexe 19

L'objectif de cette fiche est de te donner un certain nombre d'exemples fictifs mais réalistes que tu peux utiliser ton paragraphe en AEI. Ces exemples sont volontairement simplifiés pour un élève de terminale. Tu peux évidemment les adapter à tes préférences et tes besoins

À noter que :

- dans mes cours, tu trouveras l'AEI comment étant : **Affirmation, Exemple, Interprétation**
- tout exemple fictif ne doit pas remplacer la mobilisation de valeurs statistiques présentes dans des documents d'EC2, EC3 ou dissertation. L'exemple fictif doit être un complément permettant l'explicitation

C'est parti 😊

Présenter un facteur de structuration de l'espace social

Intro L'espace social est une métaphore utilisée par les sociologues pour décrire la société : on assimile la société à un espace, où les individus et les groupes sociaux sont répartis en fonction de leurs ressources et de leur prestige. La place d'un individu dans l'espace social indique sa place dans la structure sociale. La structure sociale est synonyme de « stratification sociale » qui désigne le fait que la société est constituée de plusieurs groupes sociaux différenciés et hiérarchisés (selon les revenus, le pouvoir, le prestige, le mode de vie…). Les facteurs de hiérarchisation sont donc multiples.

Les facteurs socio-économiques

A D'abord, les catégories socioprofessionnelles (PCS) permettent de décrire la stratification sociale puisqu'elles font apparaitre des groupes sociaux homogènes et différenciés.

E Par exemple, un responsable d'une boulangerie est considéré comme appartenant à la PCS « artisans, commerçant, chef d'entreprise », alors qu'un banquier fera partie de la PCS « Cadres ». La structure par PCS (cadres, agriculteurs, employés, ouvriers, artisans, inactifs…) permet de donner une place à chaque individu dans la société et lui assigne un rôle et un statut social. Ici, on attend du responsable de la boulangerie de produire du pain (et plus) pour ses clients et de recruter le personnel nécessaire pour le bon fonctionnement de sa boulangerie. Quant au banquier, on attend de lui qu'il fournisse un service de gestion bancaire et qu'il conseiller ses clients sur l'état de leurs finances. De la même manière, être salarié ou indépendant ne donne pas le droit à la même protection sociale et au même rôle social : un salarié exécute des ordres émis par sa hiérarchie tandis qu'un indépendant est son « propre patron » et a une responsabilité souvent plus grande. Nous comprenons que la profession permet de hiérarchiser les individus.

A La PCS est intrinsèquement liée au niveau de diplôme : nous l'aurons bien compris, le banquier comme le boulanger n'ont pas nécessairement le même niveau de diplôme.

E Un cadre comme l'emploi de banquier nécessite un niveau de diplôme BAC+5 ou plus alors que pour ouvrir une boulangerie ou devenir boulanger, il n'est pas nécessaire d'avoir un diplôme requis mais une formation professionnelle (souvent CAP) permettent l'exercice de l'activité. Alors, on comprend que le niveau de connaissances et de compétences de chacun d'entre nous, nous permet d'accéder à telle ou telle PCS et de trouver un rôle et un statut social dans la société.

A De la même manière, le niveau de diplôme induit un certain niveau de revenus.

E L'appartenance à la PCS cadres induit un certain niveau de diplôme et une expertise dans un domaine qui permet à un individu d'être productif dans le cadre de son travail et d'espérer un niveau de revenus important. Au contraire, un employé non-qualifié d'un centre d'appel n'est pas un emploi dont les compétences requises sont importantes et ne génère pas nécessairement autant de richesses, auquel cas le niveau de revenus est plus faible. Alors, les inégalités de revenus induisent des niveaux de pouvoir d'achat différents et des capacités à se fournir en biens et services inégales.

I Ainsi, nous comprenons ô combien le diplôme, la profession et le revenu sont intimement liés et comment ceux-ci donnent un rôle social différencié et hiérarchisé à chacun d'entre nous.

Les facteurs socio-démographiques

Ces facteurs sont néanmoins multiples et divers : le genre, le cycle de vie, le lieu de résidence et la composition du ménage sont autant de facteurs qui hiérarchisent et différencies les groupes sociaux

Les facteurs biologiques

A D'abord, il est important de noter que la position dans le cycle de vie explique la position sociale d'un individu.

E En effet, un jeune lycéen est considéré comme inactif vis-à-vis de la loi et la société attend de lui qu'il apprenne et se forme en vue du baccalauréat. Alors, le jeune âge ne permet pas de catégoriser notre jeune individu dans une catégorie d'emplois mais dans le groupe social « inactif ». De la même manière, une jeune femme aura très certainement terminé ses études à l'âge de 30 ans et sera entrée sur le marché du travail. Alors, à cet âge-là, nous pouvons la catégoriser une PCS ou dans une autre en fonction de son niveau de diplôme ainsi que mesurer son niveau de revenus et de vie. Il en est de même pour les retraités : l'arrivée à l'âge de 70 ans est (presque à coup sûr) synonyme d'une retraite de la vie active et d'une potentielle baisse de revenus. On comprend alors que la position dans le cycle de vie explique le statut social d'un individu.

A De plus, nous devons ajouter que le genre exerce une influence – bien que regrettable – sur la position sociale d'un individu. En 2026, on observe toujours des inégalités salariales et un attrait plus ou moins grand des hommes et femmes à tel ou tel secteur d'activité. Cet attrait est intrinsèquement lié à la socialisation primaire des jeunes enfants. Rappelons que la socialisation primaire est le processus par lequel l'individu intériorise des normes et des valeurs qui forgent la personnalité de l'enfant. Lorsque les parents mettent en place une socialisation genrée (plus ou moins volontaire), elles développent, chez leur enfant, un attrait plus ou moins grand pour tel ou tel emploi.

E Par exemple, en achetant des dinettes pour les filles et des camions de chantier pour les garçons dès le plus jeune âge, les parents contribuent à l'intériorisation de rôles sociaux différenciés chez leurs enfants. Cette intériorisation, au fil du temps, développe, chez la jeune fille, un sentiment de préférence pour les emplois de service à la personne (professeure, infirmière…) et chez le jeune garçon, un sentiment de préférence pour les métiers manuels. En d'autres mots, contrairement aux garçons, les filles peuvent développer un goût pour les emplois qui rendent service à autrui ou qui peuvent leur permettre de s'occuper d'autrui. Ainsi, à l'arrivée à l'âge adulte, la socialisation différenciée contribue à créer des inégalités et qui jouent encore aujourd'hui, malheureusement, systématiquement en défaveur des femmes. Il existe des inégalités entre femmes et hommes dans le monde de la culture, au travail, dans la vie familiale, en politique, dans le sport, … Par conséquent, il existe des inégalités entre femmes et hommes dans le monde de la culture, au travail, dans la vie familiale, en politique, dans le sport, etc. Les femmes sont plus nombreuses à adhérer à des associations qui viennent en aide aux individus défavorisés (dimension sociale locale) alors que les hommes sont plus nombreux à s'engager politiquement (dimension politique nationale voire supranationale). Dans la sphère professionnelle, dans la mesure où la femme consacre encore plus de temps aux tâches domestiques par rapport aux hommes, il leur est plus difficile de grimper dans la hiérarchie de l'entreprise.

I Nous comprenons ainsi qu'il n'existe pas uniquement des critères socio-économiques qui structurent l'espace social et qu'à ceux-ci s'ajoutent des critères biologiques indépendants de notre volonté pour nous donne une place dans la société.

D'autres facteurs sociaux

A De plus, il est à noter que la composition du ménage joue un rôle non-négligeable dans la stratification sociale.

E En effet, la taille de la fratrie ou la famille monoparentale peuvent réduire le pouvoir d'achat du ménage. Imaginons une famille de deux parents actifs et de 5 enfants : même étant actifs, les revenus primaires et secondaires peuvent ne pas suffire pour satisfaire aux besoins de 5 enfants. En d'autres mots, la part du budget familiale allouée à chaque enfant est réduite avec l'augmentation du nombre d'enfants. Par conséquent, les chances de réussite des enfants peuvent être remises en question. De la même manière une famille monoparentale d'une maman avec 3 enfants n'est pas sans conséquences sur le niveau de vie de la famille. En présence d'une famille nombreuse ou d'une famille monoparentale (ou recomposée), les difficultés financières peuvent peser et faire de la famille un ménage modeste ou pauvre, bien que le ou les parents soient tous deux actifs et travaillant à temps plein. Pour les enfants, l'accès à de grandes écoles et/ou à un emploi socialement valorisé sont alors remis en cause. C'est ce que montre la fluidité sociale qui mesure une mobilité relative, c'est-à-dire la force du lien entre l'origine et la position sociale d'une catégorie sociale par rapport à une autre.

A Enfin, si nous gardons à l'esprit les facteurs de structuration et de hiérarchisation que nous avons cités précédemment, nous comprenons qu'ils peuvent avoir une forte influence sur le lieu de résidence d'un ménage.

E En effet, l'appartenance à une PCS valorisée comme celle de cadres peut entraîner une niveau de vie qui permet à un individu (ou même à un ménage) de vivre dans un centre-ville ou dans un quartier aisé d'une grande ville et à proximité des services publics (La Poste, un hôpital, une gendarmerie, des pompiers, des services d'administration etc.). Au contraire, une famille d'employés non qualifiés ne permettra pas nécessairement de vivre dans un quartier socialement valorisé. En d'autres mots, le manque de qualification peut entraîner un niveau de vie faible et l'obligation financière de s'éloigner des centre-ville. Il ne serait-ce que certains cas échappent à cette logique : c'est le cas des agriculteurs qui, de par leur métier, ont besoin de résider dans un espace rural à proximité du lieu de travail. Qui plus est, nous comprenons que le lieu de résidence d'un ménage s'explique par un ensemble de facteurs socio-économiques qui dépendants les uns des autres.

I Pour conclure, nous pouvons écrire qu'il existe tout de même un ensemble de critères sociaux dont nous venons de donner quelques exemples qui permettent d'expliquer plus en détails la manière dont est structuré l'espace social français.

Présenter deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle – 1^{st} Round

Intro Depuis la deuxième moitié du XXe siècle, la structure socioprofessionnelle a connu de profondes mutations : une salarisation grandissante des actifs, une féminisation de l'emploi, une tertiarisation de l'économie ainsi qu'une hausse générale du niveau de qualification. Nous aborderons deux de ces évolutions : la tertiarisation ainsi que la hausse du niveau de qualification.

A D'abord, il faut noter que la période d'après-guerre et les Trente Glorieuses (1945-1975) voient une progression importante des emplois du secteur des services (tertiaires) en part de l'emploi total. Depuis la fin des Trente Glorieuses, la France s'est profondément désindustrialisée (recul de l'emploi dans le secteur secondaire) : la part que représente le secteur secondaire a, depuis les années 1970, continûment baissé avec les gains de productivité, le déclin des activités minières et sidérurgiques, l'externalisation et la concurrence accrue des pays à moindre coût de la main-d'œuvre.

E De 1975 à 2009, des millions d'emplois ont été créés dans le tertiaire, doublant presque leur nombre. Ces emplois sont créés dans trois types d'activités : le premier est celui du transport de marchandises, le commerce de gros et la plupart des services aux entreprises ; le second est du transport aérien, des grandes surfaces, du tourisme et les loisirs (hôtels, cafés, restaurants), l'enlèvement et le traitement des déchets, ou encore les activités d'art, spectacles et récréatives (activités artistiques, gestion des bibliothèques, musées, installations sportives, jeux de hasard et d'argent…) ; le troisième est celui des activités financées par la dépense publique pour servir la population : les personnels scolaires de l'Éducation nationale, les professionnels de santé, ou encore les services de l'action sociale (ces services recouvrent l'accueil des personnes âgées, l'accueil des handicapés, l'aide à domicile, les crèches et garderies d'enfants, etc.).

A De plus, cette tertiarisation de la société s'est accompagnée d'un processus d'élévation du niveau de qualification général des travailleurs. La qualification prend des définitions différentes selon que l'on fasse référence à un individu ou à un emploi : « la qualification d'un individu » désigne les aptitudes qu'il a acquises au cours de sa formation initiale et continue, et grâce à son expérience professionnelle alors que « la qualification d'un emploi » désigne les compétences requises pour l'occuper.

E En effet, nous assistons à un allongement de la durée des études. L'accès élargi à l'enseignement secondaire et supérieur a permis un renforcement de la part des emplois les plus qualifiés. Ainsi, pour un même emploi, ou une même catégorie professionnelle, les actifs sont plus diplômés que par le passé ; symétriquement, pour un même niveau de formation, les actifs accèdent à des emplois moins qualifiés que par le passé. Cette montée des compétences et des qualifications a été, sur une longue période, l'un des déterminants des gains de productivité et de la forte élévation des niveaux de vie. De plus, l'évolution économique et technologique de la France favorise la complexité des tâches professionnelles : celles-ci deviennent davantage cognitives et non-routinières. Les fonctions de conception (innovation produit, recherche et développement) et les fonctions de mise en valeur des produits auprès des clients (marketing, publicité, distribution) remplacent progressivement les fonctions de fabrication. Ainsi, la

structure de l'économie est favorable aux métiers qualifiés suite à la spécialisation de la France dans les services à fort contenu cognitif (conseil, recherche et développement, finance ; ou non marchands : santé, éducation) et les industries ou les services très technologiques (pharmacie, aéronautique, télécommunication)

I Nous comprenons alors que ces deux évolutions s'alimentent entre elles et que le progrès technique (ensemble des innovations permettant des gains de productivité) contribuent à de profondes mutations de la structure socioprofessionnelle française.

Présenter deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle –  2^{nd} Round

Intro Depuis la deuxième moitié du XXe siècle, la structure socioprofessionnelle a connu de profondes mutations : une salarisation grandissante des actifs, une féminisation de l'emploi, une tertiarisation de l'économie ainsi qu'une hausse générale du niveau de qualification. Nous aborderons deux de ces évolutions : la salarisation ainsi que la féminisation des emplois.

A D'une part, il faut noter que la période d'après-guerre et les Trente Glorieuses (1945-1975) voient une progression importante du salariat dans la part de l'emploi total. En effet, cette hausse est avant tout due au recul des indépendants (notamment des agriculteurs exploitants) après la Seconde Guerre Mondiale.

E : D'abord, il faut imaginer qu'un agriculteur exploitant du début de la deuxième moitié du XXe siècle profite de la mécanisation progressive de l'agriculture et de hausses de productivité qui l'accompagnent, mais qui a engendré des destructions d'emplois. À cela, il faut ajouter que l'agriculteur doit faire de plus en plus face à des exploitations agricoles industrielles qui ont davantage de moyens et qui sont capables de produire plus et pour un prix plus attractif. Dans ce cas, notre agriculteur souffre d'une concurrence qui l'amène peu à peu à se réorienter vers d'autres secteurs d'activité. Nous pouvons alors imaginer qu'il décide de quitter son habitat rural pour s'installer dans une ville voisine et occuper un emploi d'ouvrier ou employé en plein essor. A l'échelle nationale, cet exemple illustre en partie la baisse de la part des indépendants face à l'emploi salarié. Ensuite, durant les Trente Glorieuses, la part des artisans a, elle aussi, diminuée en part, et est la conséquence de la concurrence des entreprises industrielles, notamment dans les activités développant de la production en série. Enfin, au début des années 1960, ce sont les commerçants qui ont souffert de l'apparition de la grande distribution. Tout contraire, nous assistons à un essor de l'emploi du tertiaire. Les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires voient leurs effectifs augmenter depuis 1982. Il en va de même pour les employés dont les effectifs augmentent globalement depuis 1982. La salarisation de la population active passe par l'émergence de la norme de l'emploi typique : un emploi à durée indéterminée, chez un seul employeur, et à temps plein. En France, sa forme juridique est le contrat à durée indéterminée (CDI). Parallèlement au CDI, d'autres types de contrats se développent comme le contrat à durée déterminée (CDD), le contrat d'intérim (le salarié, embauché par une agence d'intérim, est mis à disposition d'une entreprise), l'apprentissage et les emplois aidés qui sont des emplois subventionnés par les pouvoirs publics.

I Nous assistons donc à une diminution de la part des emplois d'indépendants qui, mécaniquement, élève la part de l'emploi salarié dans l'emploi total et qui est en plein essor.

A D'autre part, la période des Trente Glorieuses est synonyme d'émancipation de la femme qui, elle-même vient alimenter la hausse de l'emploi salarié, car elles occupent le plus souvent des emplois du secteur tertiaire. Depuis le début du XIXe siècle les femmes sont en majorité agricultrices, comme la plupart des hommes, mais elles sont aussi commerçantes, patronnes d'industrie, domestiques et ouvrières. Les femmes ont toujours travaillé. Mais la

plupart du temps, elles ont travaillé gratuitement et n'étaient donc pas considérées comme active.

E Depuis le début des années 1960, les femmes ont massivement investi le marché du travail. C'est un changement majeur qui explique des évolutions socio-économiques de la société française. Imaginons la situation d'Alice, une jeune femme mariée et majeure dans les années 1960. D'abord, elle va pouvoir profiter des forts taux de croissance et de créations d'emplois des Trente Glorieuses car la demande de main-d'œuvre sera telle que les entreprises ressentiront le besoin d'embaucher des femmes et hommes. Ensuite, elle va bénéficier de l'évolution des normes familiales car nous sommes dans une époque dans laquelle, au sein de son couple, la norme de la « femme au foyer » disparait peu à peu et devient celle du ménage avec deux individus qui apportent des ressources financières (qui travaillent). Enfin, Alice peut aussi profiter de la montée de l'individualisme : elle pourra exprimer sa volonté d'indépendance financière et poursuivre des études avant de s'insérer sur le marché du travail, notamment dans le secteur tertiaire.

I Cette montée de l'emploi féminin résulte principalement de l'extension de la sphère de l'emploi public au sens large (administration, santé, éducation, action sociale) et du renforcement de la part qu'y tiennent les femmes (la part des femmes n'a guère évolué dans l'agriculture, l'industrie ou les services marchands). Les femmes accèdent de plus en plus à des emplois qualifiés ou d'encadrement. Toutefois, elles occupent également les emplois les moins qualifiés des services (agent de caisse, agent d'entretien, aide à domicile, etc.), souvent marqués par des horaires décalés, fragmentés ou faiblement rémunérés.

Comparer les théories des classes de Karl Marx et Max Weber

A Les théories des classes sont des approches de la stratification sociale et qui permettent de donner un rôle et un statut à chaque individu dans une société donnée. Une classe sociale renvoie à un groupe homogène d'individus ayant des caractéristiques communes.

E En effet, selon Marx, la classe sociale se construit autour d'une unique dimension : économique. Pour lui, les individus occupent une position dans la société en fonction de leur capital économique. De son point de vue, il existe deux classes sociales : prolétariat et bourgeoisie. Sa vision est réaliste puisque les classes sociales existent réellement de manière objective : la classe en soi renvoie à une classe sociale dont les individus ont des caractéristiques économiques et des intérêts communs. Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus prennent conscience de de leur appartenance à une même classe sociale et mènent une « lutte des classes ». Le prolétariat est la classe sociale qui doit, selon lui, mener cette « lutte », ce qui sous-entend que les classes sociales sont naturellement en conflit permanent. Cependant, Max Weber, présente une vision plus complexe et nominaliste de la structure de la société : les groupes n'existent pas réellement mais sont construits par les chercheurs. Sa théorie est pluridimensionnelle : politique, économique et sociale. L'ordre social renvoie au prestige lié à la profession occupée par un individu. Par exemple, un directeur d'une grande marque de luxe a plus de prestige ou de reconnaissance sociale qu'un plombier. L'ordre politique renvoie au parti, c'est-à-dire le niveau pouvoir politique que détient un individu. Par exemple, un chef d'État a plus de pouvoir politique (et une capacité à influencer les institutions de l'État) plutôt qu'un conseiller municipal. Enfin, l'ordre économique renvoie à la classe sociale : les individus qui possèdent une place privilégiée dans les processus de production et qui détiennent un capital économique fort sont considérés comme plus « favorisés » qu'un individu ayant de faibles revenus. Contrairement à Marx, Weber considère que les groupes sociaux sont en concurrence. Les classes sociales renvoient simplement à une construction sociale mais les positions sont superposées sans frontières nettes entre les groupes, auquel cas, Weber préfère le terme de « strates » plutôt que celui de « classes sociales ».

I Nous comprenons que le terme de « classe sociale » ne fait pas consensus et qu'il n'existe pas une unique définition. Alors, nous nous devons de précision et d'expliquer chacun de nos arguments lorsque nous analysons l'existence ou non de classes sociales, aujourd'hui, en France.

Montrer la persistance de classes sociales

Inégalités dans le monde du travail

Intro La notion de « classe sociale » est un terme complexe dans la mesure où les points de vue divergent selon les sociologues. Ici, pour traiter la remise en cause de classes sociales, nous nous réfèreront à l'approche de Karl Marx qui entend la classe sociale comme un groupe homogène d'individus qui partagent des caractéristiques économiques. C'est ce qu'il appelle la classe sociale « en soi ». Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus de ce groupe social prend conscience qu'ils appartiennent à un tout et qu'il lutte pour défendre leurs intérêts (lutte des classes). Pour traiter la persistance des classes sociales, nous aborderons la persistance des inégalités dans le monde du travail.

A En effet, même si la création de la Sécurité Sociale (État-Providence), en 1945, visait à créer une système de justice sociale[1] basé sur la redistribution des richesses, nous assistons aujourd'hui a un retour des inégalités économiques. Nous assistons à un phénomène de déclassement, de massification scolaire et à un constat d'échec de la méritocratie scolaire qui bloque « l'ascenseur social ». Aujourd'hui, les sociologues reconnaissent une société de classes avec des distances importantes liées au phénomène de déclassement, à l'évolution des revenus du top 1 % ou encore aux transformations du marché du travail et de l'organisation du travail depuis les années 1980.

On assisterait au retour d'une certaine forme de polarisation de la structure sociale : Du côté des groupes favorisés, il faut étudier les transformations des catégories supérieures : leur position privilégiée dans l'espace social repose sur le cumul de ressources de différents types, comme le diplôme, les revenus et le patrimoine, le capital symbolique, etc. Aujourd'hui, les comportements de distinction et les choix de scolarisation d'une fraction des classes supérieures participent à un durcissement des frontières sociales et à la persistance d'une forte reproduction sociale. Du côté des groupes défavorisés, il faut prendre en compte la féminisation et la tertiarisation des emplois. Si l'avènement d'une société moyenne était observable dans les années 1970-1980, l'observation de l'évolution de la structure des emplois depuis une trentaine d'années montre que les emplois les moins qualifiés de service ont fortement progressé. Si le progrès technologique a participé à la réduction du nombre d'ouvriers dans l'industrie, c'est loin d'être encore le cas dans les services : jusqu'à présent, aucun robot ne peut se substituer totalement à une femme de ménage, à une aide à domicile ou à une nourrice. Certes, les groupes sociaux se sont donc rapprochés, mais on assiste davantage à une recomposition des classes sociales qu'à leur totale disparition.

[1] principes qui permettent d'assurer une équité sociale en traitant inégalement les individus

Augmentation récente des distances inter-classes

Intro L'augmentation des distances inter-classes sociales s'explique par la combinaison de facteurs économiques, mais aussi éducatifs et culturels. Bien que nous puissions constater une moyennisation de la société (H. Mendras) dans la première moitié du XXe siècle, les écarts de revenus se sont creusés depuis les années 1980 avec la montée des hauts revenus et la concentration du patrimoine. Ces disparités s'expliquent par de multiples facteurs : citons-en deux.

A D'abord, l'accès à l'enseignement supérieur reste fortement corrélé à l'origine sociale. La fluidité sociale (mesurée en odds ratios) mesure le rapport de chances d'accéder à une position sociale favorisée, en fonction de l'origine sociale. Nous remarquons que les enfants des classes favorisées obtiennent plus souvent les diplômes socialement valorisés, ce qui accroît les écarts de trajectoires. En effet, Pierre Bourdieu explique que le capital culturel (ensemble des savoirs, savoir-être et savoir-faire), le capital économique (ensemble des revenus, primaires et secondaires, d'un ménage) et le capital social (ensemble des réseaux de relations) sont des marqueurs de la reproduction sociale. En d'autres mots, Bourdieu indique que dès la socialisation primaire, les jeunes individus grandissent dans un cadre familial qui favorisera plus ou moins leurs chances de réussite. En particulier, le capital économique familial explique une cumulation des inégalités économiques et une concentration du patrimoine chez des individus déjà favorisés.

E D'après une étude réalisée par l'INSEE (parue en 2021), en France, en 2015, sur 100 parents dont diplômés du supérieur, 34 d'entre eux ont un fils diplômé de niveau BAC+5, soit plus d'un tiers d'entre eux. Sur ces 100 parents, moins de 4 d'entre eux ont un fils n'ayant aucun diplôme. Au contraire, sur 100 parents n'ayant pas ou peu de diplôme, 24 d'entre eux ont un fils n'ayant pas de diplôme, contre moins de 5 ayant un diplôme de niveau BAC+5.

A Ensuite, la tertiarisation et la flexibilisation du travail ont renforcé la vulnérabilité des groupes sociaux défavorisés, tandis que les individus déjà qualifiés voient leurs rémunérations augmenter grâce au progrès technique. En d'autres mots, le progrès technique appliqué au travail profite aux individus les plus qualifiés qui sont capables de s'adapter aux progrès, à condition qu'ils occupent des emplois non-routiniers et non-remplaçables par des machines. A contrario, les individus qui occupent des emplois peu qualifiés ne profitent pas des progrès technologiques, tandis que les emplois routiniers, eux, sont remplacés par des machines.

E D'après une étude de l'INSEE (parue en 2022), en France, en 2019, 50% des ouvriers percevaient moins de 18 360€ annuels contre 38 730€ chez les cadres, soit une rémunération deux fois moins importante. Ces écarts de revenus sont plus prononcés lorsque nous établissons des rapports interdéciles : l'INSEE indique que les 10% des ouvriers les plus pauvres percevaient, en 2019, 2 850 € contre 9 650€ chez les cadres, soit une rémunération trois fois moins importante.

I Nous comprenons alors que des inégalités économiques existent encore, ce qui nous laisse penser que des classes sociales au sens de Marx existent encore.

Identification subjective à une classe d'une nouvelle « bourgeoisie »

A La croissance des inégalités de richesses économiques, le maintien des écarts de richesses culturelles (capital culturel) malgré la massification scolaire et la culture de l'entre-soi participent à distinguer les « bourgeois » des autres groupes sociaux. En effet, la bourgeoisie se caractérise par des conditions matérielles objectives d'existence : sa richesse, son mode de vie (le fait d'habiter dans de beaux quartiers en est un exemple) et ses pratiques de consommation (le fait d'être propriétaire d'un grand appartement en plein cœur de Paris) sont autant de caractéristiques matérielles qui érigent une frontière très nette avec les autres groupes sociaux. Les membres de ce groupe cultivent une très forte identification subjective : ils entretiennent un « entre-soi » grâce à un réseau de relations sélectif.

E En effet, les liens noués entre les membres du groupe sont entretenus par des réunions d'anciens élèves, par le partage des mêmes loisirs, ou encore par la valorisation de l'homogamie (le fait de se marier avec un individu issu d'un même milieu). Prenons l'exemple des rallyes mondains : la plupart du temps, il s'agit de soirées dansantes où se retrouvent des familles de milieux sociaux aisés (bourgeoisie et aristocratie) et qui ont pour objectif de développer l'entre-soi. C'est ce que nous appelons l'homogamie. Pour les parents, il s'agit de permettre à leurs enfants de développer des liens sociaux avec des individus issus d'un même milieu et de favoriser des unions matrimoniales. En multipliant les occasions de rencontre entre jeunes de familles aisées, les rallyes mondains réduisent la probabilité de mariages « mixtes » entre classes sociales. Les rallyes fonctionnent comme un filtre social : les relations amicales, amoureuses et matrimoniales qui en émergent renforcent la cohésion du groupe et assurent la continuité du statut social. En maintenant des frontières symboliques et pratiques avec les autres classes, les rallyes mondains participent à la « distinction » (au sens de Pierre Bourdieu). Ils permettent aux familles de se reconnaître entre elles, de consolider leurs réseaux et de transmettre à leurs enfants un sentiment d'appartenance à une élite. L'entre-soi ainsi cultivé contribue à la persistance d'une conscience de classe, voire d'une identité bourgeoise « pour soi ».

I La conscience d'appartenir à un groupe favorisé est donc très forte pour l'ensemble des membres du groupe. Ceux-ci se déclarent plus souvent que les autres individus membres d'une classe privilégiée. Ils ont également une capacité très forte pour se mobiliser afin de faire valoir leurs intérêts (par exemple, ils s'organisent collectivement pour refuser l'installation de logements sociaux dans leur quartier). Les « bourgeois » représentent aujourd'hui « une classe pour soi » au sens marxiste du terme : ils partagent des caractéristiques communes (positions économiques très privilégiées), ils en ont conscience et ils sont capables de faire valoir collectivement leurs intérêts.

Montrer que l'existence de classes sociales peut être remise en cause

La moyennisation de la société

Intro La notion de « classe sociale » est un terme complexe dans la mesure où les points de vue divergent selon les sociologues. Ici, pour traiter la remise en cause de classes sociales, nous nous réfèreront à l'approche de Karl Marx qui entend la classe sociale comme un groupe homogène d'individus qui partagent des caractéristiques économiques. C'est ce qu'il appelle la classe sociale « en soi ». Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus de ce groupe social prend conscience qu'ils appartiennent à un tout et qu'il lutte pour défendre leurs intérêts (lutte des classes). Pour traiter la remise en cause des classes sociales, nous aborderons le processus de moyennisation de la société.

A En effet, en 1988, le sociologue français Henri Mendras publie *La Seconde Révolution Française*, ouvrage dans lequel il met en évidence la transformation de la structure sociale en analysant les transformations de la société française de 1965 à 1984. Il y décrit une vision « apaisée » et organisée de la société qui apparaît dans cette vision « cosmographique » de vastes ensembles : les groupes sont des galaxies qui grossissent ou se réduisent, qui deviennent brillantes, s'illuminent et illuminent leurs voisines, ou au contraire s'affaiblissent et même peuvent s'éteindre. Selon Mendras, les classes sociales au sens marxiste du terme n'existent plus (il n'y a plus de conflits de classes). La structure sociale de notre société moderne correspond à une toupie. Cette toupie reflète la moyennisation de la société française : la majorité de la population se situe soit dans la constellation populaire, soit dans la constellation centrale qui a un niveau de vie moyen. Le terme « classe moyenne » est apparu au début du XIXe siècle, pour désigner des groupes sociaux n'appartenant ni à la bourgeoisie, ni au prolétariat. Il met en avant un processus de moyennisation qui se caractérise par la constitution d'une vaste classe moyenne, composée d'individus qui partagent des modes de vie et des attitudes similaires.

E Avec l'extension du salariat à partir de 1930, les nouvelles classes moyennes salariées qui émergent, se constituent d'une partie des cadres (les cadres moyens), les professions intermédiaires et les employés et ouvriers les plus qualifiés. Les membres de ces nouvelles classes moyennes sont caractérisés par un salaire proche du salaire médian, (un salaire net entre 1 400 et 1 900 € nets) par mois), par une position hiérarchique intermédiaire, et par un sentiment d'appartenance à cette classe sociale bien qu'il existe de grandes différences dans leurs valeurs, façons de vivre, comportements politiques et culturels.

I Nous comprenons alors que la théorie de Mendras met en évidence une vision de la société qui ne délimite plus des classes sociales et en conflit. Il existe des constellations, relativement proches les unes des autres, aux contours flous et changeants, et qui ne sont pas en conflit. La thèse de Marx sur la polarisation de la société semble donc invalidée au cours de cette période, tandis que l'analyse de Weber est davantage d'actualité.

L'individualisation du travail

Intro La notion de « classe sociale » est un terme complexe dans la mesure où les points de vue divergent selon les sociologues. Ici, pour traiter la remise en cause de classes sociales, nous nous réfèreront à l'approche de Karl Marx qui entend la classe sociale comme un groupe homogène d'individus qui partagent des caractéristiques économiques. C'est ce qu'il appelle la classe sociale « en soi ». Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus de ce groupe social prend conscience qu'ils appartiennent à un tout et qu'il lutte pour défendre leurs intérêts (lutte des classes). Pour traiter la remise en cause des classes sociales, nous aborderons l'individualisation du travail.

A En effet, depuis la crise du modèle tayloro-fordisme du travail à la fin des Trente Glorieuses (1945-1975), la standardisation du travail laisse place à une recomposition des tâches en valorisant la polyvalence des travailleurs. L'organisation du travail est moins strictement hiérarchisée et un management participatif est mis en place pour donner de l'autonomie aux travailleurs. En d'autres mots, ce nouveau modèle du travail se base sur une flexibilité du travail et sur une autonomie du travailleur.

E Imaginons l'exemple d'une entreprise d'assurances : chaque conseille clientèle se voit attribuer des objectifs précis (nombre de nouveaux contrats, taux de rétention …) qui déterminent directement ses primes et son évolution de carrière. La réussite de l'équipe passe au second plan derrière la performance de chacun. De plus, cet emploi peut se réaliser en télétravail ou en agence voire de manière hybride. Alors, si chaque salarié de cette compagnie d'assurance a ses propres objectifs, cela crée un sentiment de concurrence entre les salariés : le collège n'est plus un camarade d'une même classe sociale, mais un concurrent pour l'obtention de la meilleure prime ou du meilleur portefeuille client. Cela empêche la formation d'une conscience de classe et d'un sentiment d'appartenance à un même groupe (social).

I Nous comprenons donc que le nouveau modèle managérial du travail conduit à créer des groupes sociaux plus hétérogènes, réduit la conscience de classe et remet en cause l'approche de Marx en deux classes antagonistes et en conflit. Ce nouveau modèle contribue à faire augmenter les distances intra-classes du fait des conditions de travail et des rémunérations diverses entre les travailleurs.

L'augmentation des distances intra-classes

Intro La notion de « classe sociale » est un terme complexe dans la mesure où les points de vue divergent selon les sociologues. Ici, pour traiter la remise en cause de classes sociales, nous nous réfèreront à l'approche de Karl Marx qui entend la classe sociale comme un groupe homogène d'individus qui partagent des caractéristiques économiques. C'est ce qu'il appelle la classe sociale « en soi ». Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus de ce groupe social prend conscience qu'ils appartiennent à un tout et qu'il lutte pour défendre leurs intérêts (lutte des classes). Pour traiter la remise en cause des classes sociales, nous aborderons l'augmentation des distances intra-classes.

A Malgré la réduction des distances inter-classes, il est toujours possible d'identifier des frontières au sein des classes ou groupes sociaux. La notion de distance intra-classe nous invite à identifier ces frontières car les groupes sociaux identifiés il y a 40 ans ne sont plus pertinents aujourd'hui. Autrement dit, dans la structure française actuelle, les situations sont hétérogènes à l'intérieur d'un même groupe social. Le sociologue Pierre Bourdieu a décrit un espace hiérarchisé en fonction de la possession de différents capitaux : les individus sont positionnés dans cet espace social en fonction de leur dotation en capital économique (ressources économiques détenues), de leur capital culturel (niveau de connaissances et de diplômes, fréquence des pratiques culturelles) et de leur capital social (ensemble des réseaux de relations). Le degré de capitaux possédés lui permet de distinguer trois classes, elles-mêmes subdivisées en fractions de classes dominées ou dominantes. Ainsi, au sein de chaque classe sociale apparaissent des distances intra-classes mesurables statistiquement par des écarts de pratiques culturelles (sport, sortie, type d'alcool consommé…) ou politiques (tendance gauche, droite, centriste). Pour illustrer ces distances intra-classes, nous prendrons l'exemple de la classe populaire.

E Les classes populaires ne partagent pas toutes les mêmes conditions de travail : au sein des classes populaires, il s'est opéré un clivage grandissant entre les employés et les ouvriers qui sont en emploi qualifié et ceux qui sont en emploi non qualifié. Les non qualifiés forment un groupe de salariés à part, avec des conditions d'emploi et de travail spécifiques. Ils cumulent les facteurs de désavantages sociaux : une surreprésentation des femmes, des étrangers et des immigrés et des non diplômés. Leur intégration professionnelle est beaucoup plus fragile que celle des employés et ouvriers qualifiés : ils sont beaucoup plus fréquemment en CDD, à temps partiel, confrontés au risque de pauvreté. L'emploi non qualifié industriel ayant reculé, ils sont désormais majoritairement dans le secteur des services, notamment les services à la personne (aides à domicile, personnel de ménage, etc.).

I Par conséquent, l'hétérogénéité des différents groupes sociaux réduit la conscience de classe qu'aborde Marx et remet en cause l'existence même d'une classe homogène qui lutte pour défendre ses intérêts.

Les inégalités dans les rapports sociaux de genre

Intro La notion de « classe sociale » est un terme complexe dans la mesure où les points de vue divergent selon les sociologues. Ici, pour traiter la remise en cause de classes sociales, nous nous réfèreront à l'approche de Karl Marx qui entend la classe sociale comme un groupe homogène d'individus qui partagent des caractéristiques économiques. C'est ce qu'il appelle la classe sociale « en soi ». Cette classe devient « pour soi » lorsque les individus de ce groupe social prend conscience qu'ils appartiennent à un tout et qu'il luttent pour défendre leurs intérêts (lutte des classes). Pour traiter la remise en cause des classes sociales, nous aborderons les inégalités dans les rapports sociaux de genre, renvoyant à l'assignation des hommes et des femmes à des tâches différentes, tant dans la sphère domestique que professionnelle.

A En effet, les hommes et femmes constituent des groupes sociaux aux intérêts antagonistes. Les rapports sociaux de genre désignent cette dimension conflictuelle. Ils s'établissent à l'avantage des hommes sur les femmes car ils reposent sur un système hiérarchisé entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les valeurs et représentations qui leur sont associées.

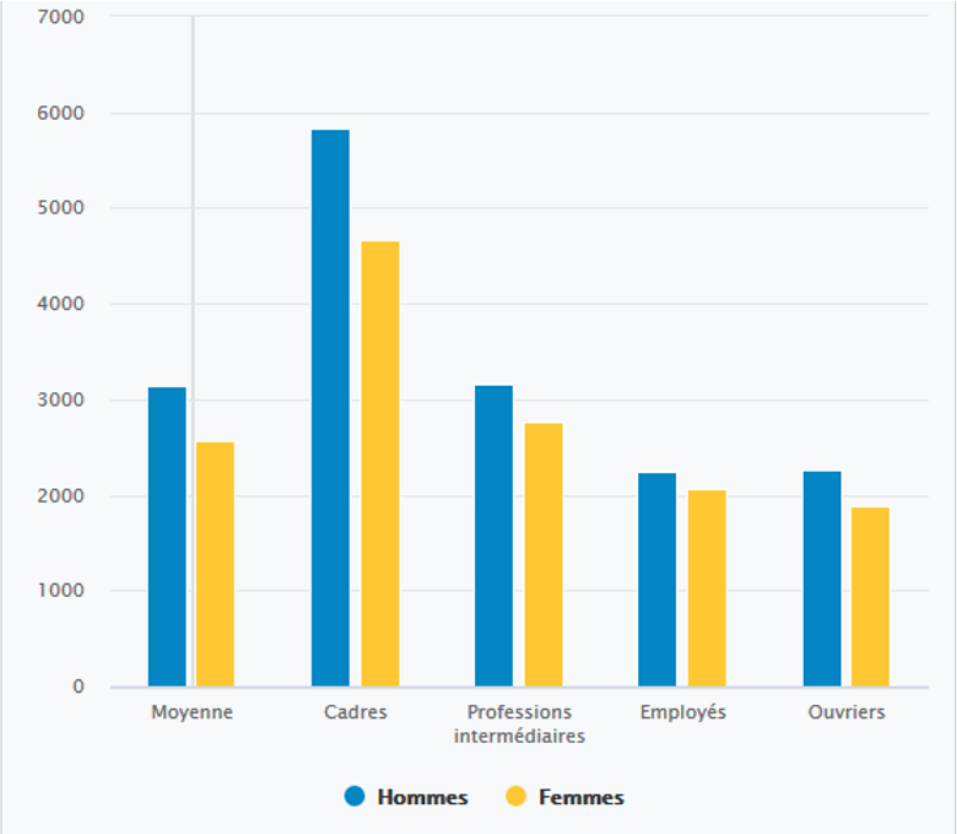
E Prenons l'exemple d'une femme et d'un homme tous deux cadres (illustration en annexe) : en 2015, selon un article publié par Le Monde, un homme cadre gagne près de 6 000€ mensuels contre près de 4 500€ en moyenne pour une femme. Les rapports sociaux de genre montrent les dimensions matérielles de la hiérarchie homme/femme dans le travail (inégalités salariales). Pourtant, en moyenne, une femme suit de plus longues études qu'un homme. Comment expliquer ces inégalités salariales ? L'étude des rapports sociaux de genre montre le poids du travail domestique dans la rémunération : il est encore (trop) souvent réalisé par les femmes et est fourni gratuitement. À cela, nous pouvons ajouter l'existence d'une (malheureuse) discrimination à l'embauche dont les femmes sont parfois victimes : un chef d'entreprise qui cherche à employer un individu qualifié pour un poste à responsabilité peut préférer embaucher un homme plutôt qu'une femme sous prétexte que la femme puisse tomber enceinte et s'absenter de son lieu de travail pendant plusieurs.

A De plus, les rapports de genre se superposent aux rapports de classe : ils n'agissent pas en parallèle l'un de l'autre, ils ne sont pas en concurrence. Ils interagissent, ils sont entremêlés, ils se co-produisent et structurent ensemble la société française actuelle.

E L'essor des créations d'emplois dans les services à la personne montre que ce sont les femmes les moins qualifiées qui vont effectuer des tâches de soins aux enfants et aux personnes âgées, ainsi que des tâches ménagères, pour le compte des femmes les plus aisées. En se déchargeant des tâches domestiques, les femmes aisées peuvent s'investir sur le marché du travail. Elles peuvent alors consacrer plus de temps à un travail plus rémunérateur. Ce temps libéré grâce à l'embauche de femmes faiblement qualifiées pour effectuer ces services domestiques leur permet également de passer plus de temps avec leur famille et pour leurs loisirs. Ces femmes accèdent à plus d'égalité de genre au sein de leur couple et sur le marché du travail, car elles sont « remplacées » à la maison, par des femmes provenant de groupes défavorisés. On assiste donc à un remplacement des inégalités de genre au sein des couples les plus aisés par un accroissement des inégalités entre femmes de différentes catégories socioprofessionnelles.

I Nous comprenons alors que les inégalités de genre remettent en cause la conception de classe sociale en tant que groupe homogène aux caractéristiques économiques communes.

Annexe



Source : d'après Anne-Aël DURAND, « Les écarts de salaires hommes-femmes se réduisent, sauf pour les hauts revenus », *Le Monde*, 21 septembre 2015.